

- 7 Mobilisation sur l'environnement:** Lettre à mes collègues
- 9 Luttres actuelles et à venir:** Retour sur la journée de réflexion syndicale du 7 juin
- 11 Technologies et travail:** Le capitalisme à l'ère du e-cigare
- 12 Hommage:** À nos retraité.e.s de 2019
- 14 Vos représentant.e.s:** Conseil exécutif 2019-2020

URGENCE CLIMATIQUE

Comment jouer notre rôle en éducation ?

Par LAURENCE DAIGNEAULT DESROSIERS
Enseignante en français et lettres et présidente du SPECA

En collaboration avec PHILIPPE DE GROSOIS
Enseignant en sciences sociales et conseiller au SPECA

Dans les pages qui suivent, le discours lu par Laurence lors du panel organisé au Collège au cours de la matinée du 27 septembre.



Rappelons d'abord quel jour nous sommes, le 27 septembre 2019, jour de grève mondiale pour la planète. Saluons le courage des étudiants et étudiantes, de cette jeunesse qui a interpellé le monde entier pour que nous mettions un terme à la course folle et destructrice dans laquelle nous sommes collectivement lancés. Aujourd'hui, nous prenons ce temps de réflexion grâce à eux, à elles, grâce au mouvement de grève des vendredis commencé l'an dernier, qui résonne à travers tout le Québec. Les journées institutionnelles sont une réponse positive, qui montre que les collèges prennent la question de l'environnement au sérieux, qu'ils reconnaissent la force du mouvement et sa profonde légitimité.

«La situation actuelle est anormale. Faire comme si le quotidien se poursuit comme à l'habitude, alors que nos propres étudiants nous envoient un message d'urgence face à l'avenir, risquerait de rendre notre travail de prof de plus en plus décalé par rapport à la réalité.»

Et ce mouvement a été lancé par celles et ceux qui seront dans nos classes dans les prochaines années. Or, cette jeunesse demande : *Pourquoi étudier pour l'avenir quand on a de la difficulté à imaginer un avenir viable?* Cela nous amène à la question soulevée dans ce panel, à savoir : Comment jouer notre rôle en éducation dans le contexte de l'urgence climatique?

Bien sûr, cela implique de développer la prise de conscience face aux enjeux environnementaux, d'informer sur les pratiques les plus soutenables pour notre milieu de vie et de les implanter dans le Collège, mais cela veut aussi dire explorer les possibles actions collectives, politiques, pour accélérer des changements trop lents à venir.

LA FONCTION D'ENSEIGNEMENT

Pour explorer notre rôle, parlons d'abord de la spécificité de l'enseignement dans le contexte de l'urgence climatique, que ce soit à titre individuel, comme prof, ou à titre d'établissement d'enseignement.

Enseigner, c'est préparer les étudiants et étudiantes à l'avenir, autant quant à leur futur professionnel qu'à titre de citoyens et citoyennes. Un établissement d'enseignement, de par sa nature, est constamment en train de regarder vers l'avenir. Or, le milieu de travail n'est pas coupé du monde : nous serons tous et toutes atteints par les changements climatiques, quel que soit le programme d'études choisi. La situation actuelle est anormale. Faire comme si le quotidien se poursuit comme à l'habitude, alors que nos propres étudiants nous envoient un message d'urgence face à l'avenir, risquerait de rendre notre travail de prof de plus en plus décalé par rapport à leur réalité.

Enseigner, c'est aussi donner des outils pour que chacun et chacune devienne autonome. Les connaissances transmises, la démarche scientifique, le sens critique, voilà des outils pour que chacun soit en mesure de comprendre, de décider, d'agir. Enseigner, c'est donner les moyens de ne pas *subir* le monde, mais d'y prendre pleinement part.



Mais enseigner, c'est aussi, en quelque sorte, introduire quelqu'un au monde. Qu'est-ce que cela signifie quand le monde auquel on introduit nos étudiants et étudiantes a une date d'expiration de plus en plus rapprochée? En ce sens-là, ce n'est pas nous qui avons à leur transmettre quelque chose, c'est plutôt à nous de les entendre et de les rejoindre. C'est quelque chose que les jeunes demandent: se joindre à eux et elles pour sonner l'alarme face à l'urgence, en perturbant le cours normal des choses. Parce que si nous restons sourds à cet appel, c'est notre mission qui perd son sens.

LE RÔLE DES SYNDICATS ET DE L'ACTION COLLECTIVE

Pour saisir le rôle des établissements d'enseignement, face à l'urgence climatique, on peut aussi se demander comment les regroupements associatifs et syndicaux peuvent collaborer à sensibiliser l'ensemble de notre communauté. Évidemment, le syndicalisme a été, historiquement, un vecteur de transformation sociale. En dehors des conditions de travail immédiates, les syndicats se sont intéressés aux grands enjeux sociaux et, aujourd'hui, le principal enjeu est incontestablement cette urgence climatique.



Pour encore mieux comprendre le rôle des syndicats, revenons à la question posée par la jeunesse : *Pourquoi étudier pour l'avenir quand on a de la difficulté à imaginer un avenir viable ?* Le 15 mars dernier, l'AGÉCA était en grève pour le climat, nous obligeant à nous poser cette question. Comme profs, nous nous devons de l'entendre et de tâcher d'y répondre. Ce que l'on entend, dans cette question, c'est le désir d'une vie digne d'être vécue, et ce même désir, cette même aspiration à la dignité, est ce qui a donné naissance au mouvement syndical.



«La grève et les autres événements de mobilisation sont ces occasions précieuses de se donner du temps de réflexion, de forcer l'interruption de la routine pour se poser les questions importantes.»

Car oui, le mouvement syndical, dans sa défense des conditions de travail, se bat pour que chacun.e ait une vie digne. C'est aussi un combat qui vise à libérer du temps, le temps nécessaire par exemple pour avoir des comportements plus écologiques... Pour avoir une vie agréable, qui ne se résume pas à la consommation effrénée. C'est un combat pour du temps de réflexion aussi, nécessaire à la prise de conscience, à l'autocritique et à la volonté de s'impliquer. En ce sens, la grève et les autres événements de mobilisation sont ces occasions précieuses de se donner du temps de réflexion, de forcer l'interruption de la routine pour se poser les questions importantes.

Les syndicats et associations étudiantes ont aussi un rôle à jouer de par leurs processus de décisions collectives que sont les assemblées délibératives. Les débats qu'on y fait conduisent à des décisions auxquelles les membres adhèrent ensuite ; ils créent la capacité de mobilisation qui permet de bousculer le quotidien.

C'est ainsi que les groupes syndicaux et associatifs ont la capacité de *tester* nos engagements, de forcer à davantage de cohérence, qu'on pourrait si facilement négliger dans le train-train quotidien des obligations diverses. Car oui, entre deux piles de copies, il est facile d'oublier le monde extérieur. Le premier ministre a appelé les profs de la CSDM à être au bureau, cet après-midi. Pourtant, ils seront nombreux dans la rue, tout comme leurs homologues des cégeps, parce que *la planète est en grève*. Il y a d'ailleurs, aujourd'hui, huit cégeps où le personnel enseignant est en grève.

Si on veut pleinement jouer notre rôle, dans cette situation d'urgence climatique, notre devoir cet après-midi est d'être avec cette jeunesse, en adhérant pleinement à la cause, et ce, sans crainte des sanctions, qu'on parle de coupure de salaire ou de loi spéciale. On accuse les profs de désobéir ? C'est ce qu'ont fait les jeunes qui ont refusé d'aller à l'école les vendredis après-midi, refusant qu'on leur mente sur leur avenir, en faisant croire que les adultes font le nécessaire... L'ordre du monde actuel est une course folle vers la destruction de notre planète. Les lois qu'il nous faut, ce ne sont pas celles qu'on nous brandirait pour nous faire rentrer en classe, les lois qu'il nous faut, ce sont celles qui rendront illégales la destruction des écosystèmes, celles qui contraindront les gouvernements et les industries à protéger l'avenir de cette jeunesse.

La force de l'action collective dont je parle ici, ce n'est pas seulement celle des syndicats ou des associations étudiantes, mais bien celle de tout groupe qui s'organise pour l'action. Et cette force du collectif, elle est essentielle pour surmonter cette crise car, non, l'angoisse climatique ne saurait être apaisée par les seuls gestes individuels. Quand on voit à quel point les changements ne vont pas assez vite, quand on voit des industries polluer sans gêne et le gouvernement leur donner carte blanche pour le faire, on comprend que l'implication de chacun et chacune au sein de groupes devient nécessaire.

CE QUI DOIT ÊTRE FAIT AU COLLÈGE

Revenons plus concrètement au Collège Ahuntsic. Au sein de notre institution, nous avons vu des avancées dans les dernières années. Des membres des différents personnels s'impliquent par leur syndicat ou association respective, d'autres s'impliquent par le CACE, qui travaille depuis des années à verdir le Collège – saluons aujourd'hui leur travail. Chaque groupe mène ses réflexions, cherche des solutions, fait ses représentations, ce qui permet de faire avancer le Collège dans la bonne voie.

Quels sont les changements qui nous restent à faire? Le SPECA a récemment adopté des demandes à cet égard. Nous demandons que le Collège mette en place, en collaboration avec la communauté, un Plan d'action de transition écologique dans lequel seraient ciblés les principaux secteurs sur lesquels le Collège peut agir et qu'il procède à une analyse rigoureuse des possibilités de réduction de l'empreinte écologique de ses activités afin de bonifier sa politique relative à l'environnement. Nous demandons qu'il explore notamment les pistes d'analyses suivantes : l'impact des placements financiers, l'empreinte des transports, celle des déchets alimentaires et celle des technologies numériques, un enjeu environnemental souvent négligé sous couvert d'innovation à tout prix, alors qu'il est connu que le monde virtuel est un énorme consommateur d'énergie et que les déchets technologiques sont un réel problème pour la planète, les technologies de l'information étant un secteur où l'obsolescence programmée est d'une banalité horripilante.

Nous demandons au Collège de rendre compte régulièrement à sa communauté de la mise en œuvre de ce plan. Le Collège se doit d'être exemplaire, pour montrer la voie, pour inspirer des institutions et des entreprises à lui emboîter le pas.

Cependant, il doit aussi être le terreau où peut pousser une action plus large. En plus de donner l'exemple, un cégep doit être ce lieu dont peuvent émaner les idées, mais aussi l'action. Il n'y a que par l'action qu'on peut reprendre et redonner espoir en l'avenir – cet avenir qui est au cœur de la mission de tout établissement d'enseignement. Il faut que les jeunes aient vraiment la possibilité d'agir et de modifier le cours des choses, et il faut que le Collège soit un lieu pour ce faire car, concrètement, disons-le franchement, les cégeps ne sont pas des industries polluantes (même tous les collèges réunis ne sauraient à eux seuls avoir une incidence sur notre atteinte, ou pas, des cibles de l'Accord de Paris). Notre devoir est donc de faire en sorte que l'apprentissage offert entre nos murs permette aux jeunes de développer une compréhension profonde du monde qui les entoure et d'agir autant individuellement, que localement et politiquement.

À titre individuel, ils doivent prendre conscience de l'impact de leurs gestes, de leurs choix, sur l'environnement. En tant que citoyen, chacun doit pouvoir faire les choix qui le placent en accord avec ses valeurs profondes.

Localement, ils doivent comprendre et se saisir des possibilités d'implication dans leur communauté, qu'il s'agisse de leur association étudiante (et plus tard de leur syndicat), de leur voisinage, de l'institution dans laquelle ils évoluent (le Collège maintenant, leur milieu de travail plus tard)...



«Un cégep doit être ce lieu dont peuvent émaner les idées, mais aussi l'action. Il n'y a que par l'action qu'on peut reprendre et redonner espoir en l'avenir – cet avenir qui est au cœur de la mission de tout établissement d'enseignement.»

«Le système d'éducation se doit d'être ce lieu où il est possible d'imaginer des manières plus harmonieuses, plus justes et plus fraternelles d'habiter cette planète.»

Ils doivent aussi comprendre comment il est possible d'agir politiquement: comment se rédigent les lois, comment se signent les accords, comment se décident les investissements et les différentes mesures qui peuvent venir faire la différence essentielle et urgente.

Être à la hauteur de notre rôle, comme établissement d'enseignement, c'est transmettre tout cela, et transmettre la volonté de changement et l'espoir d'y parvenir.

Pour conclure, je voudrais rappeler que les grands changements viennent de la jeunesse – c'est toujours elle qui a refusé le *statu quo*. Et justement, comme établissement d'enseignement, nous sommes toujours avec cette jeunesse, nous travaillons à l'avenir de ceux et celles qui auront bientôt le monde entre leurs mains. Si nous sommes sérieux lorsqu'on dit qu'il y a urgence climatique, lorsqu'on dit que nos sociétés doivent se mobiliser fortement et apporter des changements structurels d'envergure, alors, nécessairement, le système d'éducation doit être mobilisé fortement.

Bien sûr, cela va se faire en modifiant les manières de faire pour réduire l'empreinte écologique du Collège, c'est essentiel, mais cela signifie aussi que le système d'éducation doit être un lieu où il est possible de porter cette lecture forte et lucide de la situation actuelle. Cela implique aussi que, plus que jamais, l'éducation soit pensée de manière à encourager l'esprit critique, la raison, l'implication dans sa communauté et la solidarité. Cela veut dire, enfin, que le système d'éducation se doit d'être ce lieu où il est possible d'imaginer des manières plus harmonieuses, plus justes et plus fraternelles d'habiter cette planète. ■



MOBILISATION SUR L'ENVIRONNEMENT

Lettre à mes collègues

Par CLAUDE MARYSE LEBEUF

Enseignante en infographie et membre du Comité d'action et de concertation en environnement (CACE)

Chèr.e.s collègues,

J'aimerais prendre un moment pour partager avec vous mon expérience des trois dernières semaines ainsi que le questionnement que j'en retire.

Impliquée dans le Comité d'action et de concertation pour l'environnement (CACE), j'ai discuté presque à chaque jour avec des étudiant.e.s, des employé.e.s du Collège et des collègues de la situation environnementale actuelle autour du mur de commentaires que j'ai ramassés en vue de la Journée du 27 septembre. Ces discussions avaient surtout pour objectif

d'offrir une occasion d'échanger et de s'exprimer à ce sujet au plus grand nombre de personnes. À cette occasion, il m'est arrivé de discuter avec des étudiant.e.s qui ont assisté à mes cours – en passant, j'enseigne l'infographie en prémédia, domaine technique qui ne fournit pas souvent l'occasion de discussions sur le sens profond de la vie.

À chaque fois que j'ai rencontré mes étudiant.e.s dans de tels contextes, j'ai constaté leur intérêt et leur ouverture à échanger avec moi avec, en plus, une pointe de surprise intéressée, comme si le fait que «j'existe» en dehors de la bulle des cours que je donne était un événement en soi qu'ils et elles apprécient dans notre échange.

SIGNEZ LA DÉCLARATION D'URGENCE CLIMATIQUE DU COLLÈGE!

Lors de la journée de grève et de mobilisation du 27 septembre, une Déclaration d'urgence climatique rédigée par les trois syndicats, l'association étudiante et les cadres du Collège a été dévoilée. Vous pouvez la lire et la signer individuellement ici:

<https://www.collegeahuntsic.qc.ca/declaration-urgence-climatique-de-la-communaute-du-college-ahuntsic>

Jusqu'ici, je n'ai pas eu l'occasion de faire ce genre d'activité avec d'autres collègues, et je me suis toujours demandé pourquoi. Je sais que nous sommes très occupé.e.s; plusieurs sont déjà très impliqué.e.s par rapport à leur matière, leurs groupes, leurs départements ou les divers comités. Nous sommes très sollicité.e.s.

Je vous soumets mes interrogations à ce sujet.

Se pourrait-il que le style réservé (et efficace!) du Collège Ahuntsic déteigne sur notre façon de prendre la parole en dehors de nos classes? Bon, c'est peut-être une hypothèse farfelue...

Ou alors, aurions-nous l'impression que nos classes sont entourées d'un fossé que nous ne devons pas franchir avec les étudiant.e.s, au risque de sortir de notre rôle d'enseignant-e? Est-ce qu'il se pourrait que certain.e.s soient un peu «intimidé.e.s» à l'idée de s'afficher personnellement en regard d'un débat de société, en dehors du cadre de leur classe? J'ai pourtant le sentiment de continuer à jouer mon rôle de prof dans ces moments où je parle avec des étudiant.e.s de choses «de la vraie vie» qui n'ont pas un lien direct avec une matière scolaire.

Notre rapport dans ce contexte n'est plus empreint d'autorité formelle, mais je sens chez elles et eux la reconnaissance du fait que je peux leur donner un avis à considérer, une information pertinente qu'ils n'ont pas vue passer. Et je suis aussi, assez souvent, spectatrice et ravie de constater qu'elles et ils ont des opinions, des inquiétudes, des connaissances et des engagements que je n'aurais pas soupçonnés à les voir en classe ou circuler dans les corridors. Dans tous les cas, au sortir de ces rencontres, j'ai l'impression qu'ils et elles ont apprécié cet échange qui s'est déroulé dans un registre différent et qui leur a donné la possibilité de s'exprimer en tant que jeunes citoyen.ne.s.

Bien sûr, «l'environnement» n'est pas nécessairement une «matière» avec laquelle nous sommes toutes et tous très à l'aise : nous sommes parfois incomplètement

informé.e.s de la situation, de ses tenants et de sa dernière actualité. Mes échanges me permettent de dire que ce n'est pas ce que recherchent absolument les étudiant.e.s qui s'arrêtent pour causer. Ils et elles semblent surtout apprécier d'échanger avec des adultes significatifs qui font partie de leur quotidien et avoir l'occasion d'entendre ce qu'ils pensent. Il n'y a pas tant d'occasions de pouvoir témoigner de ce qu'ils et elles ressentent face à cette tonne de briques qui leur tombe dessus et qui menace littéralement leur avenir. Parfois, ils et elles n'ont pas de lieu pour ces échanges, ni avec leurs ami.e.s, ni dans leur famille.

Je pense que les enjeux actuels de l'urgence climatique valent la peine de les aborder avec simplicité avec nos étudiant.e.s. En respectant chacun et chacune notre manière, bien sûr! ■



Une partie du mur de commentaires recueillis par Claude Maryse Lebeuf en vue de la Journée du 27 septembre.

LUTTES ACTUELLES ET À VENIR

Retour sur la journée de réflexion syndicale du 7 juin

Par CHRISTIAN GOYETTE

Enseignant en sciences sociales et secrétaire au SPECA

Le 7 juin dernier, des dizaines de membres du SPECA se sont rassemblé.e.s pour réfléchir aux luttes sociales actuelles et se préparer aux luttes locales et globales à venir au SPECA. Voici un bref aperçu de ces échanges.

DES LUTTES SOCIALES ACTUELLES POUR SE SITUER

En guise d'ouverture, Jean-Bruno Chartrand du Syndicat des tuteurs et tutrices de la TÉLUQ (STTTU) nous a présenté la lutte de son syndicat, qui était alors en grève générale illimitée¹. Il a rappelé le modèle original de formation qu'offre la TÉLUQ, puis a fait état des stratégies de la partie patronale pour contourner leur convention collective et pousser la fragmentation de leur tâche enseignante: une sous-traitance à l'Institut privé Matci en 2016, puis le recours à une nouvelle catégorie d'enseignant.e.s, les «professeur.e.s sous contrat». Puisque les projets de formation à distance que le Collège envisage risquent de favoriser une telle fragmentation, la conférence résonnait comme un appel à la vigilance.

Alain Savard, syndicaliste et membre de l'organisation *La planète en grève*, a pour sa part présenté une réflexion sur la grève sociale comme outil de lutte contre les changements climatiques. Il a évoqué nécessairement le mouvement étudiant «Friday's for future», qui eut un tel écho qu'il inspira l'appel de Earthstrike à une grève mondiale le 27 septembre 2019. Rappelant les limites du discours public ambiant sur l'environnement qui consiste essentiellement à responsabiliser les individus et à les inciter à modifier leurs habitudes de consommation, Savard a insisté sur le fait que les syndicats ont le pouvoir de mettre en place un rapport de force avec les gouvernements qui, eux, détiennent le pouvoir de changer le modèle de développement économique qui est à la source de la destruction écologique en cours. Puisque les emplois des services publics ne peuvent pas facilement être délocalisés à l'international, les syndicats de ce secteur ont d'ailleurs à son avis un important rôle à jouer.

ATELIER 1. AUTONOMIE PROFESSIONNELLE

Dans cet atelier, il a d'abord été question des problèmes connus d'ingérence et de non-respect de l'autonomie professionnelle de la part de la Direction. Bien qu'elle soit fort utile, la lettre d'entente sur l'autonomie professionnelle n'est pas suffisamment respectée par la Direction. Une consolidation paraît incontournable dans le contexte où notre autonomie pourrait être mise à mal par les projets de formation à distance. De plus, comme sur d'autres plans, les chargé.e.s de cours sont plus vulnérables que d'autres quand il s'agit de défendre leur autonomie.

1. Cette grève s'est terminée au cours de l'été avec l'adoption par le STTTU de la recommandation d'un conciliateur.
<https://www.csn.qc.ca/actualites/la-greve-a-la-telug-prend-fin/>

Cet atelier a aussi permis d'échanger quant à l'équilibre entre l'autonomie individuelle et le travail en collégialité. Des tensions émergent parfois entre pairs à cet égard. S'il y a nécessairement des réalités bien différentes d'un département à l'autre, et si on peut affirmer que la concertation pédagogique est certainement souhaitable, plusieurs participant.e.s souhaitent préserver l'espace de liberté de chaque enseignant.e, qui est en fait un espace d'expérimentation pédagogique favorisant l'évolution des pratiques. Mais pour le faire, encore faut-il prendre soin des départements, lieu de l'exercice de l'autonomie collective.²

ATELIER 2. MOYENS DE PRESSION POUR LA NÉGO

Quels moyens devrait-on adopter, lors de la prochaine négociation? Que faut-il faire pour bien s'y préparer? Parmi les bons coups des dernières rondes de négociation, certains seront à refaire: les actions locales telles que le « correct-in » et le boycott des activités non conventionnées, qui exposent notre travail invisible et montrent l'importance de notre contribution au fonctionnement de l'institution. Et, puisque notre lutte est aussi celle du secteur public au sens large, il importera de consolider à nouveau la solidarité intersyndicale (à l'intérieur comme à l'extérieur du Collège) et de dégager un enjeu fédérateur qui permette de mettre en évidence que nos conditions de travail sont intimement liées à la qualité des services que nous rendons à la population et à la société québécoise. Si l'opposition à l'austérité libérale était l'enjeu fédérateur de 2015, la lutte à la précarité pourrait bien devenir celui de 2020.

ATELIER 3. ENVIRONNEMENT ET SYNDICALISME

Les discussions se sont notamment concentrées sur la décision de la Direction du Collège de proposer une journée institutionnelle pour la planète le 27 septembre, en réponse au mouvement de grève annoncé. La Direction prenait alors une position ambivalente: sa façon d'appuyer le mouvement et ses revendications avait pour conséquence de réduire l'impact du moyen de pression ici proposé: la grève. Dans les circonstances, plusieurs étaient d'avis qu'il ne fallait pas écarter

d'emblée la grève, qui ne s'opposerait ni à la journée institutionnelle ni au Collège, car son objectif serait de mettre de la pression sur ces gouvernements qui, eux, détiennent les clés d'une possible transition écologique. Le souhait était également fort, parmi les participant.e.s, de lier les actions du 27 septembre à des revendications et actions locales.

Il a aussi été question d'intégrer aux négociations des revendications écologiques, bien que notre convention collective ne semble pas offrir beaucoup de prise à cet égard. Néanmoins, des revendications axées sur la qualité de vie et la réduction du temps de travail, et des mesures pour réduire les écarts de richesse pourraient être une bonne piste. Il a de plus été évoqué que les emplois dans les services publics sont déjà des « emplois verts » dans la mesure où nos institutions, qui développent le savoir et le sens critique, ne sont pas des industries polluantes.

ATELIER 4. INTÉGRATION DES NOUVELLES ET NOUVEAUX ENSEIGNANT.E.S

Dans le contexte de l'accroissement du secteur de la formation continue, il est particulièrement important de mieux intégrer et soutenir les chargé.e.s de cours qui sont particulièrement isolé.e.s en raison de leurs horaires qui les éloignent de leurs collègues et de leur département – et c'est sans parler de leurs conditions salariales. Ils forment littéralement une classe à part d'enseignant.e.s. Au niveau des départements, des formes de mentorat ou de jumelage sont parfois en place pour susciter des discussions pédagogiques, mais les règles d'attribution des cours les favorisent rarement. Le SPECA pour sa part fait un effort en offrant des disponibilités atypiques en début de soirée pour les rejoindre, mais bien d'autres pistes demeurent à penser et à traduire en action.

Cet après-midi de réflexion et d'échanges a été fort enrichissant, bien plus que ces quelques lignes ne peuvent en rendre compte. C'est sur cette parole mise en commun que les luttes à venir pourront se consolider, prendre véritablement racine et mener à des avancées.

2. Consulter à ce sujet <https://fneeq.qc.ca/wp-content/uploads/2016-11-Formation-departements.pdf>

TECHNOLOGIES ET TRAVAIL

Le capitalisme à l'ère du e-cigare

Par FLORIAN FERRAND
Enseignant en philosophie

Une usine remplie de robots, de machines autonomes, réalisant leur corvée sans protester, sans repos ni revendication, sans salaire ni retraite : rêve prophétique des patrons, haut-de-forme et cigare, qui ont marqué le capitalisme du début du siècle dernier. Mais ils n'imaginaient pas ce que notre millénaire inventerait d'encore mieux et de tout à fait improbable dans le domaine de l'exploitation des travailleurs.

Ce capitalisme s'était appuyé sur la propriété des moyens de production – les usines, inaccessibles au prolétariat, désormais privé de l'exercice autonome de sa force de travail, de sa terre et ses outils. Or, si le travailleur, pas même la coopérative, ne pouvait s'offrir une usine, le Web en revanche a été conçu pour être accessible et pratiquement gratuit. Il n'y a rien de bien compliqué à mettre en place un site, individuel ou de groupe, pour partager une voiture, un vélo, ou livrer de la nourriture. C'est qu'on n'imaginait pas, à ses débuts, que de l'argent s'y cachait.

LA SUEUR ET L'ARGENT DE LA SUEUR

Certains l'ont bien compris. Au lieu d'utiliser ce grand pouvoir collectif qui nous est offert, nous voilà en train de confier tout cela à quelque jeune pousse aux performances boursières stupéfiantes : autopartage, livraison, location, petites annonces...

Ce nouveau patronat à e-cigare (le haut-de-forme va sûrement retrouver grâce chez de futurs *hipsters*?) exploite ainsi une entreprise sans bâtiments, sans matériel, sans contremaîtres. Chaque participant (puisqu'ils ne sont pas tout à fait des employés) fournit non seulement sa force de travail, mais aussi les outils, les moyens de sa propre exploitation. Il vit aussi dans l'incertitude : les murs de l'usine offraient tout de même une certaine stabilité – l'assurance que le patron aurait encore besoin de nous pour rentabiliser un investissement conséquent.

Certes, la compagnie privée m'offre une exposition à une plus grande clientèle : passagers, touristes, consommateurs ; mais par définition ces services ont une ampleur limitée et se suffirait d'une clientèle locale. Qui plus est, cette ouverture vient immédiatement avec une concurrence accrue : il y a toujours quelque part des gens plus désespérés que moi, prêts à travailler pratiquement à perte³. Bientôt, le service privé (pardon, *géré par le privé*) en vient à remplacer l'initiative locale et individuelle – comme si l'uberisation était un nouveau service, comme si c'était la seule solution.

COUTURE SANS FIL

Cette fascinante « usine virtuelle », elle n'est pas si nouvelle... notre ami au cigare exploitait déjà le maigre temps encore libre des femmes d'ouvriers pour leur confier des tâches de couture, payées à la pièce. Ce n'était possible que grâce à la « légèreté » de l'infrastructure ; la couturière pouvant même utiliser, et parfois acheter ses propres outils (ici, la machine à coudre).

L'exploitation à domicile : voici une idée géniale. On propose désormais aux mêmes femmes à la maison de nouvelles formes de micro-travail « virtuel » assez écœurantes (cliquer sur des liens à l'infini contre une poignée de cents, essentiellement). On peut même convaincre des individus d'utiliser leur propre voiture.

Le problème n'est pas tant la voiture – après tout un taxi classique doit aussi louer ou acquérir le véhicule – que l'argument consistant à dire qu'il s'agit d'une libération du travail. La vraie libération, c'est le travail autonome, pas la dépendance à une plateforme qui fournit avant tout les conditions d'une exploitation sans claire contrepartie. L'usine, à tout prendre, m'offrait une certaine stabilité. La couturière, au moins, n'était bercée d'aucune illusion sur sa dépendance. ■

3. Comme l'a révélé d'ailleurs l'existence de livreurs qui sous-traitent leurs courses à des travailleurs en situation d'illégalité. On a pu voir aussi la première « grève » de livreurs. Mais leur « employeur » n'en est pas un : il leur offre un service pour travailler – tant pis s'ils ne l'utilisent pas.

HOMMAGE

À nos retraité.e.s de 2019

Par LAURENCE DAIGNEAULT DESROSIERS
Enseignante en français et lettres et présidente du SPECA

Et THOMAS DUSSERT
Enseignant en philosophie et conseiller au SPECA



THOMAS: Pardonne-moi, Laurence, as-tu eu mon message?

LAURENCE: À quel propos? Celui...

THOMAS: Qui parlait de l'hommage?

LAURENCE: De quoi parles-tu?

THOMAS - découragé: Non...

LAURENCE: Je ne sais pas.

THOMAS: Malheur!

LAURENCE: Peut-être que je l'ai effacé par erreur?
Il doit s'être perdu à travers ces papiers.

THOMAS - réprobateur: Normalement on peut sur un courriel se fier!

LAURENCE - froidement: Je suis très débordée pour dire la vérité.

THOMAS - insistant: Mais négliger l'hommage serait inusité!

LAURENCE - ironique: Ceux quittant le navire réclament les louanges
De ceux peinant encor...? Voilà qui est étrange!
Serait-ce devenu semblant d'obligation
De célébrer ceux qui cherchent libération?

THOMAS: Tu sais bien que ceux-là qui souhaitent nous quitter
Connaissent bien ces peines, on les a maltraités:
Ils en ont rédigé des évaluations,
Des plans d'ours, des MIO, des appréciations...
On leur doit bien cela: un petit mot d'adieu!

LAURENCE: Je ne rédigerai pourtant rien de glorieux.

THOMAS: Ne méritent-ils pas quelque reconnaissance?
Pour tout leur dévouement, pour cette persistance?
À supporter les uns, à secourir les autres,
À transmettre savoir comme de vrais apôtres!

LAURENCE - taquine: Tu oublies, cher ami, le plus grand sacrifice...
De notre profession, le seul grand maléfice...
L'horreur, la grande peste, véritable affliction...



THOMAS – *emporté par l'élan*: Oui, bien sûr, j'oubliais: les longues corrections!

LAURENCE – *après une pause malaisante*: Cet hommage, ma foi, il sera déprimant.

THOMAS: Tu exagères un peu!

LAURENCE: Il sera assommant!

THOMAS – *lentement*: Tu oublies tant de choses: on doit aussi parler
De cette curiosité qu'ils ont su insuffler,
Des regards éveillés par la compréhension
D'une notion complexe, quelle satisfaction!
Savoir que ce qu'on sème croîtra en sol fertile,
Que labourer ces champs est tout sauf inutile!
Le plaisir peu commun de voir ses étudiants
S'épanouir ainsi, quel succès gratifiant!
Et tous ces liens tissés entre générations!

LAURENCE: Sans oublier aussi les autres relations:
Près de la cafetière, ou dans un comité,
Dans le cadre de porte, en collégialité,
Celles se construisant sur toute la carrière,
Sur un piquet de grève ou autour d'une bière.

THOMAS: Il faudra mentionner aussi leur héritage
Ce qu'ils nous ont laissé...

LAURENCE – *concedant la victoire*: Ça vaut bien un hommage.

THOMAS – *enthousiaste*: Reste à déterminer la forme à lui donner
Et nos élans de scripts à bien coordonner.

LAURENCE: Je parie qu'ils voudront un texte écrit en vers!

THOMAS: Il n'est pourtant pas dit que ce soit nécessaire.

LAURENCE – *décidée*: Tant pis, je me rends là à tous tes arguments.
Cette célébration, il faut absolument
Qu'elle soit à la hauteur du mérite qu'ils ont...
Des vœux qu'on veut leur faire...

THOMAS – *rêveur*: ... et de cet horizon
De calme et d'harmonie, de joies simples rempli

LAURENCE: Ou de projets géants! Et d'un brin de folie!!
Pause. Satisfaite: Maintenant nous avons vraiment le nécessaire.
Pour le mot de la fin, sais-tu ce qu'il faut faire?

THOMAS: J'ai ma petite idée: il faudra qu'on leur souhaite
Bien fort à l'unisson...

Il lui fait signe d'approcher.

THOMAS ET LAURENCE: UNE HEUREUSE RETRAITE! ■

VOS REPRÉSENTANT.E.S

Conseil exécutif 2019-2020

De gauche à droite: Suzie Tremblay (permanente), Thomas Dussert (conseiller), Guillaume Poliquin (trésorier), Philippe de Grosbois (conseiller), Christian Goyette (secrétaire et responsable des communications), Carine Blais (conseillère), Laurence Daigneault Desrosiers (présidente), Elsa Myotte (vice-présidente aux affaires pédagogiques), Alain Long (vice-président aux relations du travail), Isabelle Héroux (conseillère).

